



FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PAYS: BURUNDI - 2016

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Appui à la promotion du Dialogue National
Numéro du Programme (*le cas échéant*)
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/BDI/A-13
Numéro 00094613

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: "PNUD et UNESCO

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique
Initiatives pour le Changement au Burundi(ICB)
Burundi Leadership Training Program(BLTP)
Netherlands Institute for Multiparty Democracy(NIMD)
African Centre for the Constructive Resolution of Disputes(ACCORD).

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
1.240.000

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 1.240.000

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 24 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 19/05/2015

Date de fin prévue à l'origine³ 30/09/2016
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) Avril 2017

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Natalie BOUCLY

Titre: Directrice Pays

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: natalie.boucly@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. Le dialogue national est renforcé pour une meilleure cohésion sociale.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. Les acteurs politiques et de la société civile, incluant les jeunes et les femmes, rapportent l'existence de mécanismes et de procédures inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les communautés, les acteurs politiques et de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leurs capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue inter burundais.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

P1. 415 leaders locaux et 187 représentants provinciaux des partis politiques, dont 91 femmes, ont été formés dans les 18 provinces du Pays sur les techniques de communication, de négociation.

P2. Ces leaders locaux formés ont proposé des sujets prioritaires à traiter au cours du dialogue politique inter burundais à Arusha avec une liste des propositions et des recommandations à l'endroit des différentes parties prenantes au dialogue essentiellement, orientées vers la nécessité de réconciliation nationale et de cohésion sociale.

P3. 260 jeunes des partis politiques ont été formés en techniques de communication non violente, de prévention de la violence et de gestion pacifique des conflits et 2 cadres d'échanges entre jeunes disposent des statuts constitutifs pour 9 sur 18 provinces.

P4. A travers le théâtre interactif (23 représentations à Bujumbura, 1 pièce de théâtre populaire, 3 conférences/débats), la population a été sensibilisée sur la nécessité du dialogue inclusif (UNESCO).

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de

changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Malgré le contexte politique global peu favorable du pays, le projet a permis l'émergence d'une masse critique d'acteurs des partis politiques, des communautés, de la société civile (en particulier les femmes et les jeunes), constituée de 415 leaders locaux, 187 représentants provinciaux des partis politiques, 260 jeunes leaders d'opinion formés et capables de contribuer efficacement au processus de dialogue inclusif. Ces acteurs ont d'abord cultivé l'esprit de dialogue entre eux notamment dans les ateliers ayant permis les contacts entre différents responsables des partis politiques sur des questions d'intérêt commun et facilité la fusion de certains partis dont le parti UPD-Zigamibanga qui s'était déjà scindé en deux ailes et l'entente au sein de la coalition AMIZERO Y'ABARUNDI. Fort du climat de dialogue stable maintenu aux niveaux local et provincial, ces leaders des partis politiques et société civile ont ainsi formulé globalement des recommandations au niveau du dialogue conduit avec la médiation africaine et au niveau national. Il s'est agi plus particulièrement du caractère inclusif du dialogue, comme cela est le cas au niveau local dans les échanges appuyés par le projet, la non politisation du corps de défense et de sécurité, etc. A travers les activités de sensibilisation de masse sur la consolidation de la paix, notamment les conférences/débat relayées largement par les médias, par des reportages, articles et publiereportages, le projet a atteint un public constitué par des jeunes avec une grande capacité de mobilisation pour la paix du fait qu'ils disposent de plusieurs canaux pour faire passer les différents messages. Ce qui offre des chances d'enracinement et d'intériorisation des messages au niveau local (recours aux comités locaux disséminés dans les paroisses, notamment). Les messages étaient également diffusés en Kirundi pour atteindre une large partie de la population et au niveau communautaire (recours aux comités locaux disséminés dans les paroisses, -Radio Maria).

La théorie de changement telle que reformulée dans la révision du document de projet reste valable dans la mesure où elle vise à amener les acteurs aux niveaux local et communautaire à contribuer significativement au dialogue et à faire entendre leurs aspirations au-delà du positionnement politique.

Ainsi, les leaders locaux formés sont impliqués dans le processus de règlement du conflit au niveau national et y canalisent les aspirations des communautés locales. Les jeunes affiliés aux partis politiques, forts d'une formation adéquate, y sont également impliqués et participent à la sauvegarde des valeurs de paix et de cohésion sociale au sein des communautés locales. Le projet a également facilité une large diffusion de messages de paix grâce aux mécanismes d'information permanente des populations, et de sensibilisation/éducation aux droits humains, aux principes et valeurs universelles de dialogue, de paix, de cohabitation pacifique, d'équité et de justice.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

A côté du contexte politique lié aux élections de 2015, la réorientation du projet initiée avec l'exercice de ("Conflict Development Analysis) conduit par le PNUD en janvier 2016, l'apparition des nouveaux acteurs du dialogue notamment le Bureau du Conseil Spécial du Secrétaire Général ainsi que les médiations pilotant les dynamiques de dialogue, ont eu un impact sur la révision du prodoc qui a pris beaucoup de temps. L'adaptation du projet face à ces nouvelles dynamiques et la mise en évidence de sa spécificité liée au renforcement des capacités locales en vue de la participation au dialogue ont été essentielles. Cette situation a

retardé la mise en oeuvre des activités sur le terrain. Du côté des jeux affiliés aux partis politiques, la constitution des cadres d'échanges n'as pas été finalisée à cause de l'indisponibilité des certains jeunes affiliés à la mouvance présidentielle. S'agissant de la composante média, la destruction/fermeture des radios privées partenaires dans le projet et la nécessité d'identifier d'autres partenaires capables de bien remplir la tâche ont également consitué une des raisons des faibles résultats et la nécessité des mesures de réajustement.

Description du résultat 2: -

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.

En fait, compte tenu des contraintes évoquées plus haut, les activités du projet n'ont pu être menés que pour le Résultat 1, comme nous l'avions déjà signifié lors des précédents rapports.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? -

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en oeuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

-

Description du résultat 3: -

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en oeuvre du projet.

En fait, compte tenu des contraintes évoquées plus haut, les activités du projet n'ont pu être menés que pour le Résultat 1, comme nous l'avions déjà signifié lors des précédents rapports.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? -

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

-

Description du résultat 4: -

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

En fait, compte tenu des contraintes évoquées plus haut, les activités du projet n'ont pu être menés que pour le Résultat 1, comme nous l'avions déjà signifié lors des précédents rapports.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? -

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

-

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Considérant la préparation des leaders locaux- grâce aux formations- à participer au processus dialogue interburundais, le projet a facilité la formulation des points inscrits à l'agenda de la médiation pour le dialogue ainsi qu'une liste des recommandations/questions prioritaires pour porter les aspirations des populations locales au processus du dialogue. Ainsi, 415 leaders locaux, 187 représentants provinciaux des partis politiques, 260 jeunes faiseurs d'opinion ont été formés et sont capables de contribuer efficacement au processus de dialogue inclusif. Les activités de sensibilisation de masse sur la consolidation de la paix (conférences/débat relayées largement par les médias par des reportages, articles et publiereportages) ont permis d'atteindre un public constitué de jeunes, de femmes, avec une grande capacité de mobilisation pour la paix, d'autant qu'ils disposent de plusieurs canaux pour faire passer les différents messages. Ces résultats ont été validés par tous les acteurs.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits</p>	<p>Intitalement mis en oeuvre pour maintenir un climat politique et social serein avant, pendant et après les élections de 2015, le</p>

<p>budgetaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>projet a vu son centre d'intérêt être réorienté vers le dialogue politique et la cohésion sociale. Cette orientation a permis de combler les gaps financiers pour l'appui au dialogue et à la cohésion sociale au lendemain des élections menées sous hautes tensions. La nécessité du dialogue reste la voie essentielle pour une sortie de crise. En plus, avec l'apparition des nouveaux acteurs dans la résolution du conflit, le projet, avec la révision initiée, a adapté sa stratégie afin de compléter les efforts de dialogue initiés par ces acteurs, surtout en focalisant son attention au niveau local. Le projet est également complémentaire aux projets: a) « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix » appuyé par ONUFEMMES; b) «Appui de la sécurité communautaire et la cohésion sociale auprès des jeunes touchés par le conflit » mis en oeuvre avec l'appui conjoint de UNFPA, PNUD et UNV ; c) «Consolidation des acquis de la paix par les théâtres axés sur les valeurs Ubuntu », mis en oeuvre avec l'appui de l'UNICEF. Aussi, le projet complète les efforts de dialogue engagés par la Commission Nationale de Dialogue en formant et en préparant les acteurs qui y ont pris part.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Oui, à la suite de la crise politique issue des élections, le projet a poursuivi des activités de dialogue et de cohésion sociale afin d'apaiser les tensions au niveau des acteurs et des partis politiques. Ce projet a permis également l'engagement d'autres initiatives de dialogue comme énoncé ci-dessus. Au niveau du Gouvernement burundais, le souci de dialogue s'est manifesté par son implication dans toutes les dynamiques créées autour du dialogue mais également par des initiatives au niveau national. Cela constitue aussi une expression d'engagement vers la réconciliation nationale et la cohésion sociale.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>L'organisation d'ateliers de dialogue et le renforcement des capacités sur des sujets pouvant intéresser le dialogue inter burundais à l'intérieur et à l'extérieur du pays était une activité risquée et innovatrice. En effet, certains acteurs politiques voulaient que cette question soit l'apanage des seuls acteurs politiques reconnus ou des grands partis politiques. Ces activités non seulement ont élargi la base des questions pouvant être traitées lors du dialogue interburundais mais ont également impliqué les populations locales. Ces rencontres ont permis l'élaboration d'un document de plaidoyer qui a été remis au Bureau de la médiation et aux parties prenantes. Le risque s'est aussi manifesté dans la relance des contacts entre jeunes affiliés à la mouvance et ceux de l'opposition dont les rapports sont caractérisés par des fortes tensions à la base. Ces jeunes ont finalement et unanimement accepté de constituer des cadres permanents de dialogue sur des questions touchant à la paix et à la cohabitation pacifique.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du</p>	<p>Oui, la note d'évaluation sur la parité reste valable. La dimension Genre a été prise en compte, notamment au niveau des médias et des conférences: 2773 garçons contre 2805 filles; 122 hommes</p>

<p>projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>contre 80 femmes. 177 interventions dont 91 par les filles (théâtre interactif). La plupart des acteurs du théâtre populaire NI NDE sont des femmes. Sur les 187 représentants des partis politiques, 39 sont des femmes et sur les 415 leaders locaux, 91 sont des femmes.</p> <p>On observe toutefois une certaine disproportion qui s'explique par le fait que la population cible était principalement constituée de leaders politiques, de leaders de la société civile, de représentants de confessions religieuses au moment où la quasi totalité de ces structures est dirigée par des hommes.</p>
---	---

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les communautés, les acteurs politiques et de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leur capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue inter burundais	Indicateur 1.1 Niveau d'implication des représentants des communautés, des partis politiques et de la société civile dans le processus de dialogue	Faible implication des représentants locaux et leaders des partis politiques dans le processus de dialogue.	Le niveau de l'implication des différents acteurs est amélioré.	9 ateliers organisés à l'intention de 415 différents acteurs (dont 91 femmes) et 187 représentants de 11 partis politiques ont sensiblement contribué à l'amélioration de leur participation au processus de dialogue	Le climat de méfiance entre acteurs et partis politiques après les élections a guidé la nécessité d'appuyer des dynamiques liées au dialogue politique.	
	Indicateur 1.2 Nombre de recommandations pertinentes issues de la base prises en compte dans le processus de préparation du dialogue	0	Au moins 10 recommandations pertinentes issues des représentants locaux et des leaders communautaires sont prises en compte dans le processus de Dialogue National.	Les recommandations contenues ont été formulées sur les huit points inscrits à l'agenda d'Arusha par la médiation et une liste des questions prioritaires touchant la vie nationale a été confectionnée.	Les recommandations émises par les différents acteurs lors des ateliers organisés à l'intérieur du pays ont été relayées dans les séances organisées par la CNDI et certaines d'entre elles ont été prises en compte.	

Produit 1.1 Les leaders locaux et représentants des partis politiques au niveau provincial disposent des capacités (négociations) et constituent un cadre de référence et de canalisation des aspirations communautaires au processus de dialogue national.	Indicateur 1.1.1 Existence des cadres de renforcement de capacités mis en place et opérationnels	Absence de cadres permanents de renforcement des capacités sur les questions citoyennes au niveau local	Au moins 2 cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont mis en place et opérationnels dans chaque province.	2 cadres provinciaux et 1 cadre national de renforcement des capacités des présidents provinciaux des partis politiques ont été mis en place avec l'appui de BLTP. Aussi, avec l'appui de ICB, 9 cadres d'échanges provinciaux (un par province) ont été mis en place et fonctionnent chaque mois.	Au regard du nombre des présidents nationaux des partis politiques en exil non seulement un cadre regroupant les représentants provinciaux s'est avéré utile, mais un cadre d'échanges en provinces avec les acteurs autres que politiques (société civile) a été indispensable pour un dialogue inclusif.	
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Les recommandations et idées	Indicateur 1.2.1 Existence d'un recueil des aspirations	Zéro	Au moins 1 recueil des aspirations communautaires existe et les	Les rapports des ateliers contenant les recommandations de la population sur le	A l'issue de chaque atelier, une synthèse des recommandations est retenue et partagée aux	

issues des échanges réguliers entre leaders locaux et représentant des partis politiques à la base contribuent effectivement au processus de dialogue national	communautaires au processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale		aspirations sont intégrées dans le processus de dialogue national	processus de dialogue dans toutes les neuf provinces sont disponibles. Certaines de ces recommandations ont été intégrées dans le processus de dialogue national.	participants et autres institutions ou organisations concernées. certains des participants aux ateliers ont relayé ces recommandations dans les séances organisées par la CNDI.	
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Les jeunes des partis politiques, de la société civile, des groupes communautaires clés, cibles par le projet, y compris les leaders religieux,	Indicateur 1.3.1 Existence d'un cadre d'échange et de dialogue entre les jeunes à tous les niveaux	0	Un cadre d'échange existe et fonctionnel	A travers 12 sessions de renforcement des capacités au profit de 260 jeunes, les statuts pour constituer 2 sur les 4 cadres de dialogue à créer dans chaque région du pays ont été élaborés. Il est prévu la mise en place d'un cadre national qui regroupera les quatre autres.	Les réunions des commissions consultatives desdits cadres ont été retardées suite à l'indisponibilité des membres souvent pris dans les activités de leurs partis politiques respectives (notamment ceux du parti au pouvoir).	
	Indicateur 1.3.2					

contribuent de manière paisible et positive à la sauvegarde de la paix, et s'engagent restreignent de tout acte de violence						
Résultat 2	Indicateur 2.1					
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 Produit 1.4 La population est mobilisée autour des valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale, et a l'opportunité de donner sa contribution à la promotion	Indicateur 2.1.1 Niveau d'expression de la population sur les valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale.	La population a un faible niveau d'expression sur les valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale	Des représentants de la population (hommes, femmes, garçons) de toutes les couches sociales et de toutes les communautés prennent la parole pour exprimer leurs points de vue.	Sur les 23 représentations du théâtre participatif, 5780 spectateurs avec fortes interactions et inclusivité ont été présents. 218 quittent le statut de spectateurs passifs vers celui de acteurs		
	Indicateur 2.1.2 Nombre et type d'outils de communication/information sont produits et	Peu d'outils de communication/information qui intègrent les valeurs culturelles aux fins de la	- Au moins 1 pièce de théâtre interactive et 30 représentations - Au moins 1 pièce de théâtre populaire	- 2 pièces interactives et 45 représentations réalisées; - 2 pièces populaires Ninde et diffusées à la RTNB;		

de ces valeurs	diffusés	consolidation de la paix	Nindegbe et une 1 diffusion à RTNB - Au moins 60 écoles, 25 centres jeunes et 18 CLAC bénéficient du kit - 1 panneau publicitaire avec un message de paix est installé au chef-lieu des 18 provinces.	- 18 panneaux publicitaires avec des messages sur le dialogue, la paix et le développement.		
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					

	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Renforcer le dialogue à la base pour les communautés locales est essentiel pour influencer le dialogue au sommet. La préparation et la formation des acteurs locaux de toute tendance pour canaliser les aspirations locales au processus de dialogue national constitue la base de l'inclusivité du dialogue. En effet, un dialogue qui ne prend en compte que les recommandations des leaders politiques au sommet reste très fragile. Les espaces de dialogue créés à la base ont permis de constater en effet que les acteurs politiques et de la société civile à la base sont disponibles pour transcender leurs divergences et promouvoir leurs intérêts communs au profit de la nation. Cette valeur doit inspirer non seulement les leaders nationaux au sommet peu disposés à surmonter les intérêts partisans mais également la médiation au niveau régional sur l'ouverture qui existe au niveau local et qui est un atout pour ramener tous les acteurs à la table des négociations.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La culture de dialogue et de cohésion sociale passe par des simples gestes de solidarité. Dans un atelier organisé à Bubanza du 11 au 13 mai 2016, les participants dans leur diversité politique et de plusieurs tendances, ont posé spontanément une action démontrant le début de cohésion en achetant un cadeau à l'épouse et au nouveau né d'un leader des Imbonerakure (Jeunesse du Parti au pouvoir ; le CNDD – FDD) qui venait de mettre au monde. Ceci fut un signe de cohésion du groupe qui se retrouvait juste pour la deuxième fois et ce geste de solidarité a renforcé la cohésion du groupe, base de prévention de la violence.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	L'apport du théâtre interactif dans la mobilisation des jeunes dans les écoles secondaires de la Mairie en matière de dialogue et de rapprochement, dans la diversité, est important. Ce type de théâtre, appelé aussi théâtre de l'opprimé, dénonce des situations à problèmes vers un mieux-être social. Il a fait l'unanimité dans les écoles visitées, de façon que des responsables scolaires ont formulé le souhait d'initier ce genre de théâtre dans leurs écoles
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

L'exemple de la solidarité manifestée entre jeunes affiliés aux différents partis politiques peut être mis en évidence à ce niveau.

Dans un atelier organisé à Bubanza du 11 au 13 mai 2016 sur la prévention des conflits et les techniques non violentes, les participants dans leur diversité politique et de plusieurs tendances ont posé spontanément une action démontrant le début de cohésion en achetant un cadeau à l'épouse et au nouveau né d'un leader des Imbonerakure (Jeunesse du Parti au pouvoir ; le CNDD – FDD) qui venait de mettre au monde. Ceci fut un signe de cohésion du groupe qui se retrouvait juste pour la deuxième fois et ce geste de solidarité a renforcé la cohésion du groupe, base de de prévention de la violence.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Les dépenses liées au projet sont en phase.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les communautés, les acteurs politiques et les organisations de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leur capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue inter burundais.					
Produit 1.1	Les leaders locaux et représentants des partis politiques au niveau provincial disposent des capacités (négociations) et constituent un cadre de référence et de canalisation des aspirations communautaires	PNUD	334384	100492	

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	au processus de dialogue national.				
Produit 1.2	Les recommandations et idées issues des échanges réguliers entre leaders locaux et représentant des partis politiques à la base contribuent effectivement au processus de dialogue national	PNUD	334384	100492	
Produit 1.3	Les jeunes des partis politiques, de la société civile, des groupes communautaires clés, ciblés par le projet, y compris les leaders religieux, contribuent de manière paisible et positive à la sauvegarde de la paix, s'engagent et se restreignent de tout acte de violence	PNUD	478464	147950	
Résultat 2:					
Produit 2.1	La population est mobilisée autour des valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale, et a l'opportunité de donner sa contribution à la promotion de ces valeurs	UNESCO	140000	81081	
Produit 2.2					
Produit 2.3					

Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

Les processus de gestion du projet est resté le même malgré la révision formulée. Ainsi, le PNUD et l'UNESCO sont restés les agences récipiendaires des fonds PBF. Le projet est mis en oeuvre conjointement par le PNUD et l'UNESCO. Les mêmes partenaires d'exécution (ICB, NIMB/BLTP et ACCORD) ont été chargés de la mise en oeuvre du projet aux côtés de l'UNESCO en charge de la composante média. Des réunions de coordination ont eu régulièrement lieu, impliquant les partenaires d'exécution et permettent de discuter ensemble des défis rencontrés et de convenir des thématiques qui peuvent faire l'objet de l'appui des médias et devant servir, par ailleurs, de référence à la production des outils de communication/ information (spots, sketches, chanson, etc.), composantes du projet appuyées par l'UNESCO. Les activités ont été orientées plus vers le renforcement des capacités/la formation des leaders locaux sur la nécessité du dialogue mais surtout la cohésion sociale en concentrant les activités aussi bien des leaders communautaires, de partis politiques et de la société civile, sur la prévention et la résolution pacifique des conflits politiques post électoraux. Ainsi, après l'exercice de CDA conduit par le PNUD, le projet a été révisé et orienté vers les activités de dialogue.